

DANS CE NUMÉRO...

UNE RECETTE POUR
AUGMENTER LES INÉGALITÉS P. 2

PAR ANDRÉE NORMANDEAU

UN DROIT DE LA FAMILLE ADAPTÉ
AUX NOUVELLES RÉALITÉS P. 3

PAR ALAIN ROY

DE BONNES INTENTIONS
QUI NE VONT PAS ASSEZ LOIN P. 5

PAR SYLVIE LÉVESQUE

LA CONSÉCRATION DE
L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE P. 6

PAR BENOÎT MOORE

UN NOUVEL OUTIL POUR DES
MESURES DE CONCILIATION
TRAVAIL-FAMILLE P. 8

PAR NADINE VERMETTE ET MÉLANIE GAUVIN

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE P. 10

PAR VIRGINIE LARIVIÈRE

Équipe du Bulletin

Lorraine Desjardins
Laurence Lagouarde
Sylvie Lévesque

Mise en page

David Bombardier

Collaborations

Andrée Normandeau
FAFMRQ

Alain Roy
Comité consultatif
sur le droit de la
famille
Université de Montréal

Sylvie Lévesque
FAFMRQ

Benoît Moore
Chaire Jean-Louis
Baudouin
Université de Montréal

Mélanie Gauvin
Nadine Vermette
Au bas de l'échelle

Virginie Larivière
Collectif pour un
Québec sans pauvreté



Fédération des associations
de familles monoparentales et recomposées du Québec

584, Guizot Est,
Montréal (QC) H2P 1N3
Tél. : (514) 729-MONO (6666)
Téléc. : (514) 729-6746

Site Internet
www.fafmrq.org
Courriel
fafmrq.info@videotron.ca

LA RECETTE PARFAITE POUR AUGMENTER LES INÉGALITÉS

Par Andrée Normandeau | PRÉSIDENTE



Bonjour à vous, lectrices et lecteurs du *Bulletin de liaison* ! D'abord, un mot sur l'actualité sociale et politique. Avec les coupures dans les services et les hausses de tarifs qui continuent de pleuvoir sur le Québec, les exemples ne manquent pas pour parler des effets dévastateurs de l'austérité ! Dans le mémoire que la FAFMRQ a fait parvenir à la Commission des finances publiques, qui se penchait récemment sur les recommandations du rapport Godbout, elle dénonçait notamment le fait que les mesures d'austérité affectent majoritairement les femmes. Ce sont elles, en effet, qui travaillent dans les domaines les plus durement touchés par les compressions dans le secteur public (en santé et en éducation). C'est l'autonomie économique des femmes également qui est directement menacée par les augmentations de tarifs dans les services de garde, des hausses qui ont d'ailleurs déjà commencé à affecter le réseau des CPE et les services de garde en milieu scolaire. Le ministre des Finances a même annoncé, avant même la fin des consultations sur la fiscalité, qu'il avait l'intention d'aller de l'avant avec les baisses d'impôt et les hausses de taxes, des mesures qui avantageront les mieux nantis au détriment des ménages à faible revenu. Bref, une recette parfaite pour augmenter les inégalités !

Dans les pages de ce *Bulletin*, il ne sera cependant pas question du rapport Godbout. Nous aborderons plutôt le rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille, dont nous attendions le dépôt avec impatience. Nous avons le privilège de vous offrir un article signé de la main même du président du Comité, M^e Alain Roy. Bien sûr, il s'agit d'un très bref survol, mais les lectrices et les lecteurs du *Bulletin* sont vivement encouragés(e)

s à prendre connaissance du document sur le site du ministère de la Justice. Au moment de la sortie du rapport, la FAFMRQ avait publié un communiqué dans lequel elle lui accordait un accueil plutôt mitigé, mais saluait le fait que les enfants soient au centre des recommandations et que le Comité en reconnaisse que c'est la naissance d'un enfant, et non plus le mariage, qui devrait être le critère imposant des droits et obligations en matière familiale. Vous en apprendrez davantage sur la position de la Fédération en lisant l'article de Sylvie Lévesque. Un troisième et dernier article sur le sujet vous permettra d'apprécier un autre point de vue sur la question, celui de M^e Benoît Moore, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Pour ce dernier, le rapport proposerait une vision trop individualiste du droit familial.

Deux autres sujets seront abordés dans ce numéro. D'abord, Nadine Vermette et Mélanie Gauvin, deux travailleuses de l'organisme Au bas de l'échelle, nous présentent la démarche qui a mené à la réalisation d'un Cadre de référence en conciliation travail-famille destiné aux organismes communautaires. Finalement, Virginie Larivière, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, nous présente les objectifs et le fonctionnement de la campagne permanente *Pour une société juste*. Une excellente façon de lutter contre le cynisme ambiant et le sentiment d'impuissance qui s'empare de plusieurs d'entre nous ces jours-ci...

Les occasions de conjurer l'impuissance et de dénoncer collectivement les mesures d'austérité ne risquent pas de manquer dans les mois qui viennent. Mais pour l'heure, bonne rentrée et bonne lecture !